

Quelle a été la réponse du premier ministre (M. Trudeau) à ce genre de réaction? On n'avait qu'à rallier le parti libéral. A moins de se joindre aux libéraux ou de les appuyer, on n'a pas à espérer d'avantages. En fait, ceux qui ne font pas partie du parti libéral seront punis. Les libéraux ne semblent pas se rendre compte que l'histoire du parti libéral n'inspire pas confiance au mouvement syndical et que le Nouveau parti démocratique existe parce que les partis traditionnels au pays n'ont pu satisfaire les aspirations du travailleur. Ils persistent à ne pas vouloir le reconnaître. Si l'on considère jusqu'à quel point il est difficile, sinon impossible, dans un pays comme le Canada qui a deux partis politiques établis, qu'un troisième parti se taille une place, survive et grandisse, on a toutes les raisons de vouloir que ce parti continue à exister.

● (1620)

Si, pendant qu'ils étaient au pouvoir, les libéraux et les conservateurs s'étaient montrés les amis des travailleurs, le NDP n'aurait jamais vu le jour. Si le NDP existe aujourd'hui, c'est parce que les travailleurs n'ont pas eu d'autre choix que de se doter d'un parti à eux. Suggérer, comme l'a fait le premier ministre, que la solution est de se joindre aux libéraux pour accomplir quelque chose, n'est guère une chose à dire; vu l'intérêt qu'il porte à l'histoire, il devrait faire preuve de plus de respect pour l'histoire de son propre pays, la formation du Nouveau parti démocratique et l'adhésion des travailleurs à ce parti.

Je voudrais parler de la réglementation des bénéfiques. Le gouvernement a fait preuve d'une certaine sagesse lorsqu'il a décidé de ne pas tenter de réglementer directement les prix. Il reconnaît, comme la plupart des gens, je crois, que pour régir efficacement les prix, la vérification exigerait probablement plus de personnel que la production. Dans une société complexe comme la nôtre, il est presque impossible d'exercer un contrôle efficace sur les prix au niveau du détail quant on songe aux milliers de produits vendus sur le marché et aux milliers de nouveaux produits qui arrivent sur le marché tous les ans. Il est pratiquement impossible de maintenir des liens en matière de prix dans ces conditions. Les gens disent que cela s'est fait en temps de guerre, ce qui est bien sûr vrai, mais même en temps de guerre, avec le grand esprit patriotique qui existait alors, le système n'a pas fonctionné particulièrement bien. De plus, les années de guerre n'ont pas vu beaucoup de produits nouveaux introduits sur le marché. La plupart des produits étaient destinés aux activités de guerre et les produits destinés à la consommation ne changeaient pas beaucoup d'une année à l'autre.

Le gouvernement a décidé d'atteindre ses objectifs en contrôlant les profits. Cette méthode s'avérera vraisemblablement tout aussi infructueuse, monsieur l'Orateur, à moins, bien sûr, que le gouvernement ne veuille changer complètement le système actuel. Peut-être cela sera-t-il la seule grande chose à émerger de cette entreprise du gouvernement—la destruction du système même qu'il croit protéger. C'est le profit qui est le moteur de l'économie capitaliste. Quand on réduit le profit, on ruine le motif égoïste qui anime toute cette hégémonie capitaliste. Peut-être est-ce que le gouvernement veut faire. Je ne le pense pas. Je me permettrai de donner aux députés un exemple du genre de choses qui se produisent. On trouve dans le numéro du 17 mars du *Globe and Mail* un article intitulé "Crispo contends defeat of inflation causes is key challenge". Comme la plupart des titres, celui-ci n'a rien à voir avec le contenu de l'article, aussi ne vous y trompez pas. M. Crispo raconte dans cet article une anecdote qui lui a été relatée:

Loi anti-inflation

Un banquier a finalement obtenu cette année de son bureau principal l'autorisation de redécorer sa succursale parce que, lui dit-on les banques doivent accroître leurs frais pour se conformer aux lignes directrices de la Commission de lutte contre l'inflation.

Nous n'avons pas fini de voir pareilles choses. Le gouvernement peut s'attendre à une réaction des entreprises. Dans la mesure où les restrictions imposées aux profits par le gouvernement seront efficaces—et je ne crois pas qu'elles ont beaucoup de chances de l'être—et où l'industrie verra que ses profits risquent de dépasser les limites établies dans les lignes directrices, à quoi peut-on s'attendre? Autrefois, les sociétés pouvaient augmenter les salaires pour se conformer aux directives. Elles ne sont plus libres de le faire. Elles auraient pu verser plus de dividendes. Elles ne sont pas libres de faire cela non plus. Elles pourraient évidemment payer davantage d'impôt au gouvernement, mais c'est la dernière chose qu'elles seraient disposées à faire; elles préféreraient encore détruire l'argent. Elles gonfleront donc les frais d'exploitation; c'est d'ailleurs ce que cet article les incite à faire. Je ne considère pas cet article comme une preuve. J'en appelle tout simplement au bon sens de ceux qui connaissent un peu les affaires.

Une des prémisses du système capitaliste, c'est de faire fonctionner une entreprise au moindre coût possible; on limite les frais parce que l'on essaie de réaliser davantage de bénéfiques. Une fois que l'on annonce une restriction des bénéfiques, la motivation disparaît complètement. Un homme d'affaires ou un chef d'entreprise se demandera pourquoi il aurait une petite voiture alors qu'il peut tout aussi bien en avoir une grosse puisque, en fin de compte, ses bénéfiques n'en souffriront pas; si les bénéfiques sont élevés, la Commission de lutte contre l'inflation interviendra. Les chefs d'entreprises auront tendance à faire bien moins d'efforts; ils ne voudront pas réaliser de gros bénéfices de crainte d'attirer l'attention. Donc, même si le système marche, l'industrie privée n'aura plus de raison d'être et nous risquons d'être témoins de sa déchéance.

Je ne dis pas cela parce que je ne pense pas qu'il faille réglementer les bénéfiques de quelque façon ou s'approprier une part des excédents produits par le système. Je dis que cela ne peut se faire directement sans détruire le mécanisme lui-même. Il faudrait obtenir le même résultat d'une autre manière. La preuve véritable que le gouvernement veut appliquer un programme efficace n'est pas qu'il se conforme scrupuleusement aux indicateurs ni qu'il prévoit des procédures d'appel qui ne changeront pas grand-chose à l'affaire. Il faudra qu'il accepte de récupérer cet excédent d'une autre façon et de le redistribuer par le biais de l'impôt sur le revenu ou d'un programme quelconque en vertu duquel ceux qui font de l'argent contribuent à en donner à ceux qui n'en font pas.

Il importe toutefois d'établir un système de compensation afin que les défavorisés obtiennent plus que ceux qui sont déjà à l'aise. Les défavorisés n'ont pas d'argent parce qu'ils n'ont jamais pu en obtenir. Maintenant, ils n'ont pas plus de pouvoir de négociation, depuis la création de la Commission de lutte contre l'inflation, qu'ils n'en avaient avant la mise en œuvre des restrictions. C'est un sophisme que de dire que le programme anti-inflationniste assurera une nouvelle répartition des revenus. Pour bien répartir les revenus, il faut imposer l'argent provenant non pas des salaires, mais des honoraires des professions, des dividendes et d'autres sources de revenus pour ensuite les distribuer aux défavorisés au moyen d'un système de déductions fiscales.